



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement de Bretagne  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES CEDEX

Rennes, le 27/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CELTIPAK (SAINT THURIAU)**

ZA de Port Arthur  
56930 Pluméliau-Bieuzy

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0005514658

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement CELTIPAK (SAINT THURIAU) implanté Za de Lann Velin 56300 Saint-Thuriau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale de l'IIC sur la prévention de la dissémination des Granulés Plastiques Industriels (GPI) dans l'environnement.

Il s'agit d'une inspection inopinée pour laquelle l'exploitant a été prévenu de l'arrivée de l'inspecteur sur le site une demi-heure avant. Le thème de l'inspection n'a pas été dévoilé à cette occasion.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CELTIPAK (SAINT THURIAU)
- Za de Lann Velin 56300 Saint-Thuriau
- Code AIOT : 0005514658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Celtipak est spécialisée dans la fabrication de films plastiques pour un usage alimentaire, tout comme le site de Kalan.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Prévention GPI
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	15 jours
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	2 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Seuil de soumission	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541.360	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant connaît ses obligation en matière de prévention de la dissémination des Granulés Plastiques Industriels (GPI) dans l'environnement.

Les mesures mises en place par l'exploitant face à ses obligations s'avèrent perfectibles. Les zones de stockage en silos (site Celtipak) et de stockage des sacs de GPI (commune à Celtipak et Kalan)

sont à nettoyer rapidement.

Même si l'inspection n'a pas mis en évidence d'incidence environnementale en dehors du site, des améliorations organisationnelles et matérielles sont toutefois à engager par l'exploitant pour éviter que cela puisse se produire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Seuil de soumission

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541.360
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :  ....  3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.
<b>Constats :</b>  Il convient de noter en préalable que l'entité CELTIPAK est constituée de 2 unités : l'unité Celtipak (AIOT 0005514658) et l'unité Kalan, dont l'activité est moins importante, mais similaire. Ces unités sont réglementées par un même arrêté préfectoral d'autorisation du 12 novembre 2013.  Au regard du caractère inopiné de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous préciser lors de l'inspection, les consommations de GPI par période annuelle, ni de nous préciser le tonnage présent le jour de l'inspection. L'exploitant nous a toutefois déclaré post inspection, par mail du 21/06/24, avoir consommé en 2023 : <ul style="list-style-type: none"><li>• Celtipak : 9200 t,</li><li>• Kalan : 1550 t.</li></ul> Le jour de l'inspection, les tonnages en présence étaient les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Celtipak : 1000 t,</li><li>• Kalan 180 t.</li></ul> Les 2 établissements sont par conséquent bien concernés par les obligations qui suivent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

### Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

### Constats :

#### Site de CELTIPAK :

Les GPI sont livrés :

- soit en vrac, par poussage pneumatique dans les silos de stockage situés sur une zone extérieure Nord ;
- soit en palettes de sacs de 25 kg, sur une zone extérieure dédiée à l'EST. Cette aire est partagée avec le site de Kalan.

La manipulation des GPI vers et dans le process est assurée :

- car canalisations dédiées vers l'intérieur des bâtiments lorsque les GPI proviennent des silos.
- par engins de type fenwick depuis la zone de stockage en sacs.

A l'intérieur des bâtiments, les zones de manipulation de GPI sont propres et les nettoyages que l'exploitant nous précise réguliers semblent être satisfaisants.

Par contre, le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de GPI au sol, en quantité non négligeable, sur les 2 zones de stockage (silo et sacs). L'exploitant nous a indiqué que lors de la livraison des granulés, la surpression depuis le camion de livraison (non respect de consigne) provoque des dégagements de GPI par l'évent supérieur du silo et que des emballages détériorés ou mal manipulés peuvent être à l'origine de la présence au sol des GPI. A noter, que même si la consigne est donnée aux opérateurs de nettoyer la zone dans de tels cas, l'employeur ne met à leur disposition que des moyens sommaires de nettoyage (pelles et balais). **Il est demandé à l'exploitant de procéder à la récupération des GPI dispersés au sol au niveau des 2 zones de stockage et d'engager une réflexion sur les moyens de nettoyage mis à disposition du personnel pour rendre l'opération moins fastidieuse.**

Les différentes zones de stockage et de manipulation sont en enrobé ou en béton et sont équipées d'un réseau de collecte des eaux pluviales. Les GPI sont donc susceptibles d'être entraînés vers le milieu naturel par les eaux pluviales. Les regards de collecte des eaux pluviales sur ces zones ne sont pas équipés de tamis permettant la récupération des GPI.

#### Site de Kalan :

Les modalités de manipulation et de stockage des GPI sur le site de Kalan sont identiques au site de Celtipak. Les silos sont situés à l'Ouest du bâtiment de production et la zone de stockage des sacs est partagée avec celle du site de Celtipak.

A l'intérieur des bâtiments, les zones de manipulation de GPI sont propres et les nettoyages que l'exploitant nous précise réguliers semblent être satisfaisants. La zone de stockage de silos nous est apparue suffisamment propre également.

#### Equipements commun aux 2 sites (Celtipak et Kalan) :

L'intégralité des eaux pluviales collectées sur le site (Celtipak et Kalan) transitent par un bassin d'orage équipé à sa sortie d'un déboureur/séparateur hydrocarbures avant rejet au milieu naturel (fossé de la zone industrielle). Malgré la présence de GPI en quantité non négligeable sur les zones de stockage de Celtipak, il a été constaté que le bassin d'orage et l'exutoire de ce réseau ne présentent pas de trace notable de GPI. A noter que le tuyau débouchant au fossé est muni d'un dispositif obturateur (type balon), activé notamment en cas de déversement accidentel de GPI sur le site.

**Mail post-inspection de l'exploitant à l'inspection, du 21/06/24 :**

A note que l'exploitant nous a transmis depuis l'inspection plusieurs devis concernant l'achat d'une balayeuse et de paniers filtrants et grilles pour équiper les regards du réseau d'eau pluvial. **Il conviendrait que leur nombre puisse équiper les 2 sites.** L'exploitant indique qu'ils seront validés prochainement par la direction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la récupération des GPI dispersés au sol au niveau des 2 zones de stockage et d'engager une réflexion sur les moyens de nettoyage mis à disposition du personnel pour rendre les opérations de nettoyage moins fastidieuses.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux

précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.  
Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'exploitation nous a remis lors de l'inspection les documents suivants :

- Celtipak : CPRE-01-V1 du 18/11/22 (identification des zones à risques de dispersion des GPI) et CITE-01-A-V1 du 18/11/22 (mesures de lutte contre la dispersion des GPI),
- Kalan : KPRE-01-V1 du 18/11/22 (identification des zones à risques de dispersion des GPI) et KITE-01-A-V1 du 18/11/22 (mesures de lutte contre la dispersion des GPI), et post-inspection, la procédure d'activation du ballon obturateur de l'exutoire du réseau pluvial.

Ces documents, associés avec les document d'audit interne (PRE-02 et ENRE-02 pour Celtipak, KPRE-02 et KENRE-02 pour Kalan), intègrent les différents items listés par la réglementation. L'exploitant nous a également présenté les différents supports utilisés pour la formation/sensibilisation des opérateurs à la gestion des dispositifs permettant la dissémination des GPI dans l'environnement.

**Ces documents seront à mettre à jour au regard de nouvelles modalités mises en place par l'exploitant pour répondre aux insuffisances relevées au point précédent.**

Il serait également souhaitable qu'une **traçabilité des opération de nettoyage soit instaurée** et intégrée aux documents de procédure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les procédures existantes (Celtipak et Kalan) sont à actualiser au regard de nouvelles modalités mises en place par l'exploitant pour répondre aux insuffisances relevées au point précédent. Elles intégreront une traçabilité des opérations de nettoyage réalisées sur site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordi-

nation européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

Un audit par l'organisme accrédité Bureau Véritas (BV) a été réalisé le 27/07/23 sur les 2 établissements. Dans son rapport, ce dernier définit quelques préconisations d'amélioration du dispositif mis en place par l'exploitant.

En vue du prochain audit prévu avant le 27/07/2026, il serait souhaitable qu'un plan d'action soit mis en œuvre par l'exploitant et fasse l'objet d'un suivi.

Par ailleurs, le site internet de l'entreprise (<https://www.celtipak.com>) rend disponible l'attestation de conformité de l'audit réalisé par BV. Cette attestation ne constitue pas une synthèse du rapport d'audit, comme prescrit par la réglementation. L'exploitant doit donc mettre en ligne sur son site internet une synthèse du rapport d'audit.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place un plan d'action visant répondre et à tracer les suites données aux préconisations de l'auditeur.

Une synthèse des rapports d'audit des 2 sites Celtipak et Kalan seront mis en ligne sur le site internet du site Celtipak.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois